L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, no 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI, 17 JUIN 1879

LA CONVENTION.

Séance de Lundi, 16 juin.

La séance est ouverte à onze heures. Quatre-vingt-trois membres sont présents. M. Wiltz occupe le fauteuil.

M. Legier, au nom du comité, présente un rapport qui indique que les délégués se sont tous présentés, jusqu'à ce jour, le chiffre de $83,629 82.

L'auditeur annonce qu'il ne reste que $9000 des $40,000 allouées pour les frais de la Convention.

L'ordre du jour appelle le rapport du comité de la dette de l'Etat.

La parole est à M. Sauvageau.

En 1873, le délégué d'Iberville faisait partie d'un comité de négociants chargés de fixer du montant de la dette. Ce comité s'élevait, à l'époque, à $14,000,000, y compris les obligations supérieures à la parité.

Le vénérable délégué d'Iberville pense qu'on doit payer les dettes; habitant de l'Etat depuis nombre d'années et ayant assisté à la création, il croit pouvoir en parler en connaissance de cause.

Le rapport de la majorité, à l'exception de quelques hommes intelligentes, dit-il, n'a la signification.

Il semble apparent des compagnies intéressées de fer qui ont reçu l'appui de notre publique ne justifie pas le rejet de toute la dette. L'idée d'effectuer de grands changements n'est rien en de leur place; mais, mais leurs encouragements, plus exposés qu'eux, ont profité de leurs travaux, et nous en profitons aujourd'hui.

Les bons faits à l'effet de construire les lignes de chemins de fer ont été vendus en Europe, et ils ont chargé leurs représentants de les faire valoir. Le remède de l'oubli aux réclamations des porteurs de titres scandaleux.

La mission de l'assemblée est de songer d'abord au salut public; le salut de la société passe avant les appels des créanciers. Les orphelins passent avant les créanciers.

L'Etat ne doit que ce qu'il peut payer. M. Claiborne dit qu'il vit au milieu de cultivateurs de coton et de canne; il en appréciait beaucoup dans l'assemblée. Il n'y en a pas un seul qui ne puisse dire à M. Semmes: Depuis plusieurs années le produit n'a couvert, à quelques rares exceptions près, n'a fait que couvrir les frais.

La répudiation n'est heureuse et fatale que quand elle se rattache à des obligations humaines.

M. Girard dit que notre sort dépend de la solution de la question que l'assemblée discute en ce moment.

Le rapport de la majorité est l'expression des vœux du peuple; celui de la minorité, l'expression des exigences d'une aristocratie d'argent.

Nous ne saurions être trop reconnaissants des votes de la Législature qui ne permettent à la Convention de 1864 que de nous amener nous remettre aux obligations frauduleuses mises par des Législatures qui nous ont été imposées.

L'oubli du passé fondamental entraîne la perte qui frappe la fraude.

On nous a donné, plus d'une fois, des preuves de bonne foi; on les trouvera dans le rapport Allégé, dans les témoignages de Kellogg, Antoine, Lowell et Pitkin.

Le délégué de Lafayette veut toujours payé à quelque prix; il propose de la permettre aux commissaires de la Convention de nous dire s'ils ont la possibilité de déposer les obligations frauduleuses et de rejeter le tout que d'obtenir un bon vieux.

Il n'est pas vrai que Pakenham et Kellogg aient été nommés à Washington par traite que la Chambre des Représentants nouvelle Sheridan, l'Œil du gouvernement McKinney, le Ministre Hamilton ont passé deux fois pour que la législature Législature Kellogg avait été légitime.

Grâce aux lois de reconstruction et au carpet-bagg, nous sommes arrivés à un état de choses qui ne saurait durer sans un bouleversement complet. Le peuple est dégoûté de tout; aucun républicain pas encore de galon, de nos plus hautes propriétés. Et, cependant, on nous dit, on nous répète, qu'il faut supporter les conséquences de nos fautes! Le peuple garde la rancune de ceux qui lui envoyé Packard.

On veut la preuve de l'adoption de l'amendement constitutionnel de 1874? On ne la trouve que dans le procès d'un homme dans le nom ne devrait jamais être prononcé dans cette assemblée, de malfaiteur du returning board, d'un homme qui a présidé l'élection de M. Dubuclet! Quand chacun sait que M. Monagas a été chassé du pouvoir.

M. Wells a été nommé d'autorité. Il a été nommé par [illegible] qui [illegible] Mais [illegible] qui [illegible] Et [illegible] ? Or, le pouvoir fondamental de la nation peut obliger un Etat à se conformer à une certaine classe de pacte [illegible] les conditions d'un marché. [illegible] n'a pas été [illegible] d'entendre parler de rejet [illegible] obligations contractées devant la [illegible]. Il serait que cette partie du document fût la majorité ne soit considérée comme [illegible] la législature de réparation. [illegible] aussi-il [illegible] de accepter de [illegible] la question en comité, et [illegible] de ne pas aller au-delà de l'année [illegible] l'emprunteuses Pamphile.

Les appels aux passions, aux sentiments de haine et de vengeance, ne sont pas des arguments. Payons ce que nous devons.

Après quelques observations de M. Jenkins, qui se prononce en faveur d'un compromis, et de M. Hough, qui combat le rapport de la majorité et dit que pour beaucoup de délégués un gouvernement qui illégal quand eux et leurs amis ne l'ont pas contesté, la Convention s'ajourne à mardi—aujourd'hui—à onze heures.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle Orléans, 17 juin.—Température.—Vers dix heures du matin, il a couvert et été partiellement couvert, température plus élevée et baisse de baromètre.

Température du 16 juin 1879.

Thermomètre de C. Dufilho, Opéra,	Fahrenheit.	Centigrade.
A 6 heures du matin	72	22
A midi	87	30
A 6 heures du soir	82	27

Hauteur du baromètre à 6 heures du matin: 30.

Moyenne des deux extrêmes de l'étiage (mètre au-dessus du zéro):

Lundi, 16 juin, 2 h. 45 P. M.

Relevé des lettres non réclamées au bureau de poste de la Nouvelle-Orléans, pour la semaine finissant le 14 juin 1879.

[illegible] Mlle [illegible]
[illegible] Mlle [illegible]
[illegible] Mlle [illegible]